

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII-bis** N. 68

RISOLUZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELL'ATLANTICO DEL NORD

Risoluzione n. 283
sul ripensare la sicurezza euro-atlantica:
verso il vertice di Washington (*)

Annunziata il 20 dicembre 1998

L'ASSEMBLÉE,

1. Guidée par la vision de l'OTAN du XXI^e siècle comme une alliance politico-militaire durable entre Etats souverains dont l'objectif est de recourir à la force et à la diplomatie pour assurer la défense collective et la promotion de la sécurité des Alliés, des valeurs démocratiques, du règne du droit et de la paix;

2. Se félicitant des progrès réguliers accomplis dans l'adaptation des structures de l'OTAN aux défis actuels et futurs, l'objectif étant de parvenir à une décision globale d'ici au Sommet qui se tiendra à Washington en avril 1999, mais soulignant

que les Alliés doivent sans cesse accorder la plus grande attention à l'élaboration d'une vision opérationnelle commune propre à faciliter les actions pratiques qui incombent, dans le domaine de la défense, à l'Alliance et à ses membres;

3. Profondément préoccupée par le fait que, en dépit de l'engagement de l'Union européenne à préserver la paix et la sécurité internationales, de l'engagement de l'UEO dans les « missions Petersberg » et de l'intention de l'OTAN d'améliorer sa capacité de gestion des crises et des conflits régionaux, aucune organisation ou coalition européenne ou transatlantique n'a endigué le déferlement de violence qui frappe la population du Kosovo ni mis un terme

(*) Présentée par la Commissione politique.

à la purification ethnique et aux destructions des biens dans cette région;

4. Reconnaissant que l'accord conclu le 13 octobre 1998 sur le cessez-le-feu et sur l'observation de la situation au Kosovo offre d'importantes perspectives;

5. Affirmant que toute attaque perpétrée contre les inspecteurs de l'OSCE, les aéronefs de surveillance de l'OTAN ou le personnel de l'aide humanitaire aurait les conséquences les plus graves;

6. Insistant sur la nécessité vitale d'avancer rapidement dans les négociations entre les dirigeants de la communauté albanaise du Kosovo et les autorités de la Fédération yougoslave sur une solution politique provisoire et un cessez-le-feu vérifiable et applicable, de façon à pouvoir s'acheminer vers un règlement définitif d'un conflit extrêmement dangereux qui risque manifestement de déstabiliser l'ensemble des Balkans, et insistant aussi sur le fait que l'OTAN doit rester prête à mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires pour concrétiser les dispositions de la résolution 1199 du Conseil de sécurité de l'ONU;

7. Estimant que, dans le prolongement des élections libres et loyales qui viennent d'avoir lieu en Bosnie-Herzégovine, tous les dirigeants de ce pays doivent soutenir sans réserve le processus de paix de Dayton;

8. Saluant la contribution apportée à la stabilité régionale par la Force de déploiement préventive des Nations unies;

9. Remerciant l'ex-République yougoslave de Macédoine de l'appui qu'elle a apporté aux forces d'extraction de l'OTAN dans le cadre de la mission de vérification de l'OSCE au Kosovo;

10. Attendant avec intérêt d'accueillir parmi ses membres et ceux de l'OTAN, la République tchèque, la Hongrie et la Pologne;

11. Constatant que les avis sont partagés sur l'opportunité d'inviter de nouveaux candidats à l'adhésion dès le sommet de Washington, mais réaffirmant les termes de sa résolution 274 (1997), où elle déclarait que « le processus d'élargissement de l'OTAN ne sera pas achevé tant que l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie et la Slovaquie, entre autres, ne seront pas devenues membres de celle-ci » et que « l'Alliance doit laisser sa porte ouverte à tout pays européen, indépendamment de sa situation géographique » et constatant plus particulièrement les progrès réalisés par l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Bulgarie et la Slovaquie depuis l'adoption de cette résolution;

12. Se félicitant de la coopération active entre l'Ukraine et l'OTAN dans les différents cadres du CPEA, du PPP et de la Charte de partenariat spécifique entre l'OTAN et l'Ukraine, et jugeant positive l'initiative de création du Programme national de coopération entre l'Ukraine et l'OTAN pour la période s'étendant jusqu'à l'an 2001;

13. Soulignant qu'il est important de lancer de nouvelles invitations au Sommet de Washington pour préserver la crédibilité de la « politique de la porte ouverte » de l'OTAN;

14. Consciente du fait que l'élargissement d'organisations euro-atlantiques et d'organisations européennes n'est qu'un moyen parmi d'autres de mettre en place un réseau de sécurité coopérative sur tout le territoire de l'Europe;

15. INVITE INSTAMMENT les gouvernements et les parlements des pays membres de l'Alliance:

a) à échelonner, et non interrompre, le processus d'élargissement de l'OTAN, en lançant, lors du Sommet de Washington, une invitation à entamer des pourparlers d'accession à la Slovaquie et à toutes les autres démocraties européennes qui satisfont aux critères d'adhésion à l'OTAN tels

qu'exposés dans l'Etude sur l'élargissement de l'OTAN de 1995;

b) à accélérer, d'une part, la mise au point des capacités qui, dans le contexte d'éventuelles missions relevant ou non de l'article 5, pourraient être requises pour parer aux nouvelles menaces pesant sur la sécurité, dont la prolifération des armes de destruction massive et le terrorisme international, et d'autre part, l'amélioration de la projection de forces, de la surveillance, des communications, du soutien au combat, de la supériorité en matière d'information et de l'interopérabilité;

c) à finaliser avec l'UEO un cadre établissant par avance les implications pratiques de la mise à sa disposition de ressources appartenant à l'OTAN, au titre d'opérations sous direction stratégique et contrôle politique de l'UEO;

d) à tenter de conférer la plus grande légitimité internationale aux missions ne relevant pas de l'article 5, et à se tenir prêts à agir au cas où le Conseil de Sécurité de l'ONU serait dans l'impossibilité de s'acquitter de sa propre mission, à savoir, préserver la paix et la sécurité internationales;

e) à affirmer que le droit inhérent à la légitime défense individuelle ou collective, inscrit à l'article 51 de la Charte des Nations unies, doit englober la défense d'intérêts et de valeurs communs, y compris lorsque ces derniers sont menacés par les catastrophes humanitaires, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre;

f) à consolider, avec l'UEO et l'OSCE, le rôle stabilisateur de l'OTAN en Albanie;

g) à rester favorables au maintien de la présence de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine, et ce pour une période dont la durée ne saurait être limitée par des délais arbitrairement fixés, mais bien en fonction des progrès réalisés dans l'instauration d'une paix durable, dans la reconstruction des institutions, dans le retour des réfugiés et dans la présentation devant les tribunaux des personnes inculpées de crimes de guerre;

h) à faire preuve de souplesse concernant la politique de « la porte ouverte », eu égard à la poursuite de l'élargissement de l'OTAN, en reconnaissant qu'une invitation ne doit pas être nécessairement liée, une fois encore, à quelque suggestion que ce soit quant à un calendrier d'adhésion;

i) à veiller à ce que les prochaines délibérations sur la ratification de l'adhésion de nouveaux membres puissent se fonder sur des estimations plus transparentes au sujet du coût de l'élargissement pour l'Alliance;

j) à parvenir rapidement à un accord sur un cadre politico-militaire d'engagement de Partenaires à des opérations du Partenariat pour la paix menées par l'OTAN, cadre qui constituerait une composante du Conseil de partenariat euro-atlantique, et à s'enquérir activement des possibilités de coopération en matière d'armement, y compris dans celui de la lutte contre la prolifération, avec les Partenaires qui le souhaiteraient;

k) à accélérer le rythme des travaux relatifs à l'adaptation du Traité FCE et à les rendre plus transparents;

l) à accroître la transparence des travaux du Conseil conjoint permanent et à intensifier la réciprocité des efforts consentis au sein de celui-ci, en faisant en sorte de consolider cet organe et de renforcer la coopération entre l'OTAN et la Russie, dès lors qu'elles constituent deux grands pôles de stabilité en cette période d'incertitude que traverse la Russie;

m) à jouer un rôle prééminent dans la promotion internationale d'intérêts communs vitaux et à aider la Russie à faire prospérer la primauté du droit et à développer les institutions et les politiques inhérentes à une économie de marché répondant aux besoins de la société;

n) à intensifier les efforts déployés en vue d'approfondir, élargir et développer les relations entre l'OTAN et l'Ukraine, ce qui contribuera, comme cela est reconnu dans la Charte de partenariat spécifique entre l'OTAN et l'Ukraine, au renforce-

ment de la sécurité de l'ensemble de l'Europe et à développer à cet effet des activités pratiques dans le cadre du Groupe de surveillance de l'AAN chargé d'examiner les travaux du Conseil conjoint permanent (CCP) OTAN-Ukraine, créé récemment;

o) rechercher plus énergiquement de nouvelles orientations pour l'OSCE, orientations qui seraient énoncées, le cas échéant, dans un document-charte et qui comprendraient des actions conjointes allant au-delà des seules démarches politiques, en cas de non-respect des règles du jeu, un engagement politiquement contraignant des Etats à accepter l'aide

de l'OSCE, la rationalisation et l'amélioration des engagements de celle-ci à l'égard, plus spécialement, des rapports entre autodétermination et intégrité territoriale, l'adoption d'une approche non statique du processus décisionnel, l'amélioration urgente des activités liées à une assistance électorale impartiale et l'extension du rôle opérationnel de l'OSCE dans des domaines tels que la supervision impartiale du maintien de l'ordre par des forces de police multinationales et le soutien à la paix dans le cadre d'une coopération non hiérarchisée avec d'autres organisations compétentes.

N. B. Traduzione non ufficiale

Risoluzione n. 283
sul ripensare la sicurezza euro-atlantica:
verso il vertice di Washington (*)

L'ASSEMBLEA,

1. Guidata dalla visione che la NATO del XXI secolo debba essere una solida alleanza politico-militare tra stati sovrani il cui scopo sia di applicare potere e diplomazia alla difesa collettiva e alla promozione della sicurezza dell'alleanza, dei valori democratici, dello stato di diritto e della pace;

2. Accogliendo con favore il continuo progresso verso l'adattamento delle strutture della NATO per raccogliere le sfide presenti e future, al fine di giungere ad una decisione globale entro il Vertice di Washington dell'aprile 1999, ma sottolineando come gli Alleati debbano consacrare la massima e ininterrotta attenzione a modellare una visione operativa comune che faciliti le azioni concrete che consentano di assolvere alle nostre responsabilità di difesa nazionali e dell'Alleanza;

3. Profondamente preoccupata del fatto che, nonostante l'impegno dell'Unione Europea per conservare la pace e la sicurezza internazionali, l'impegno della UEO di assolvere ai « compiti di Petersberg », e l'intenzione della NATO di migliorare la sua capacità di gestire crisi regionali e conflitti,

nessuna organizzazione o coalizione europea o transatlantica si è rivelata capace di contenere prontamente l'efferata violenza contro i civili, la pulizia etnica e la distruzione della proprietà in Kosovo;

4. Riconoscendo il potenziale significato del cessate il fuoco e degli accordi di monitoraggio per il Kosovo raggiunti il 13 ottobre 1998;

5. Affermando che ogni attacco rivolto contro il personale di verifica dell'OSCE, contro le unità aeromobili di verifica della NATO, ed il personale per gli aiuti umanitari avrà le più severe conseguenze; e

6. Sottolineando l'importanza critica di un rapido progresso nei negoziati tra la *leadership* albanese in Kosovo e le autorità federali jugoslave verso una soluzione politica provvisoria e un cessate il fuoco verificabile ed effettivo nel cammino verso una soluzione permanente di un conflitto oltremodo pericoloso che, potenzialmente, è suscettibile di destabilizzare la regione dei Balcani nel suo insieme, e il persistente bisogno per la NATO di ricorrere a tutti i mezzi necessari per dare attuazione alla Risoluzione 1199 del Consiglio di Sicurezza delle N.U.;

7. Convenendo che tutti i leader della Bosnia-Erzegovina, prescelti a seguito di

(*) Presentata dalla Commissione politica.

libere e democratiche elezioni, debbano sostenere appieno il processo di pace di Dayton;

8. Accogliendo con favore il contributo dato dalla UNPREDEP – Forza di dispiegamento rapido delle NU – alla stabilità regionale;

9. Grati della cooperazione della ex Repubblica jugoslava di Macedonia a sostegno delle forze di estrazione della NATO relative alla missione di verifica della OSCE in Kosovo;

10. Augurandosi di poter accogliere la Repubblica Ceca, l'Ungheria e la Polonia quali nuovi membri della NATO e dell'AAN;

11. Notando come esistano diverse opinioni in merito al fatto se nuovi inviti ad entrare nella NATO debbano essere formulati in occasione del Vertice di Washington, ma richiamando la Risoluzione 274 (1997) nella quale si affermava che «il processo di allargamento della NATO non sarà completato sino a quando non abbiano fatto il loro ingresso l'Estonia, la Lettonia, la Lituania, la Romania, la Slovenia ed altri» e che «l'Alleanza deve rimanere aperta a qualsiasi stato europeo a prescindere dalla sua ubicazione», e notando in particolare i progressi compiuti dalla ex Repubblica Jugoslava di Macedonia, dalla Bulgaria e dalla Slovacchia, dall'adozione di tale Risoluzione;

12. Accogliendo con favore l'attiva cooperazione dell'Ucraina con la NATO nel quadro del Consiglio di Partenariato Euro-Atlantico (CPEA), del Partenariato per la Pace e della Carta per un Partenariato Specifico tra l'Ucraina e la Nato, e, valutando positivamente l'iniziativa volta alla creazione da parte dell'Ucraina di un programma statale di cooperazione con la NATO nel periodo di tempo sino al 2001;

13. Sottolineando l'importanza di rivolgere nuovi inviti al Vertice di Washington

per mantenere la credibilità della politica della «porta aperta» della NATO;

14. Memori che l'allargamento delle organizzazioni transatlantiche e europee è uno dei mezzi per costruire una rete di sicurezza cooperativa nell'intera Europa;

15. SOLLECITA i governi ed i parlamenti dell'Alleanza dell'Atlantico del Nord:

a) cadenzare, non arrestare il processo di allargamento della NATO, estendendo durante il vertice di Washington un invito ai negoziati di accesso alla Slovenia e ad ogni altra democrazia europea che abbia soddisfatto i criteri di adesione alla NATO quali indicati dallo studio dell'Alleanza del 1995 sull'allargamento della NATO;

b) ad accelerare messa a punto di potenziali in grado di raccogliere le sfide alla sicurezza che possono richiedere missioni ricadenti o meno nell'articolo 5, incluso la minaccia di proliferazione di armi di distruzione di massa e di terrorismo internazionale e di migliorare la proiezione delle forze, gli strumenti di ricognizione, le comunicazioni, il sostegno, la superiorità informatica e la interoperabilità;

c) di determinare con la UEO un quadro che stabilisca in anticipo le implicazioni pratiche del prestito delle risorse NATO ad operazioni condotte sotto la direzione strategica ed il controllo politico della UEO;

d) di cercare di assicurare la più ampia legittimazione internazionale a missioni fuori dell'articolo 5, ma anche essere pronti ad agire laddove il Consiglio di Sicurezza delle NU non riesca a servire i suoi obiettivi di mantenimento della pace e della sicurezza internazionali;

e) ad affermare che il diritto inerente di autodifesa individuale e collettiva, contenuto altresì nell'articolo 51 della Carta delle NU debba comprendere la difesa degli interessi e dei valori comuni, compreso quando questi siano minacciati da

catastrofi umanitarie, crimini contro l'umanità e crimini di guerra;

f) a rinforzare il ruolo di edificatore di stabilità della NATO, insieme alla UEO e alla OSCE, in Albania;

g) a continuare a sostenere la presenza della NATO in Bosnia-Erzegovina, la cui durata non deve essere calcolata in base a scadenze arbitrarie ma dal progresso compiuto verso una pace che si sostenga da sola, la ricostruzione delle istituzioni, il rientro dei rifugiati e la consegna dei sospetti criminali di guerra alla giustizia;

h) a perseguire un'impostazione flessibile nella politica della « porta aperta » circa il futuro dell'allargamento della NATO, riconoscendo come nessun invito debba essere collegato a presunte scadenze di ingresso nella stessa;

i) a garantire che le prossime deliberazioni di ratifica sull'allargamento della NATO siano accompagnate da stime di costo per l'Alleanza migliori e più trasparenti;

j) a raggiungere rapidamente un accordo su un quadro politico-militare che impegni i Partner in esercitazioni di Partenariato per la pace quale elemento del Consiglio di Partenariato Euro-atlantica e ad esplorare attivamente le possibilità di cooperazione nel campo degli armamenti compresa la contro-proliferazione con i Partners interessati;

k) ad accelerare il lavoro e migliorare la trasparenza circa l'adattamento del trattato CFE;

l) a migliorare la trasparenza sul lavoro e la reciprocità degli sforzi nel Consiglio Permanente Congiunto, adoperandosi di assicurare che quest'ultimo e la

cooperazione NATO-Russia siano rafforzate quali importanti poli di stabilità in un momento di incertezza in Russia;

m) a svolgere un ruolo guida negli impegni internazionali volti a promuovere gli interessi vitali comuni e ad assistere la Russia nel rafforzamento dello stato di diritto nonché delle istituzioni e delle politiche di una economia di mercato funzionante e conforme alle esigenze della società;

n) a moltiplicare gli sforzi tesi ad un maggiore approfondimento, allargamento e sviluppo dei rapporti tra la NATO e l'Ucraina che, come riconosciuto nella Carta per un Partenariato Specifico tra la NATO e l'Ucraina, faciliterà il rafforzamento della Sicurezza pan-europea, e a mettere a punto, con tale obiettivo in mente, le attività pratiche nell'ambito del Gruppo misto di Monitoraggio tra la AAN e la Rada Suprema di recente istituzione;

o) ad esplorare con rinnovato impegno le nuove dimensioni dell'OSCE, enunciandole, laddove ritenuto opportuno, in un Documento/Carta, ivi inclusi un'azione comune volta a reagire ad eventuali inadempienze una volta esperiti i passi politici, un impegno politico vincolante degli Stati volto ad accettare l'assistenza della OSCE, la razionalizzazione ed il perfezionamento degli impegni OSCE, segnatamente in materia di rapporto tra autodeterminazione ed integrità territoriale, l'adozione di una impostazione non statica per il processo decisionale, l'urgente miglioramento dell'assistenza elettorale imparziale e lo sviluppo del ruolo operativo dell'OSCE in settori quali il monitoraggio di polizia multinazionale imparziale e il sostegno alla pace nel quadro di una cooperazione non gerarchica con le altre organizzazioni competenti.